Document generated on 05/09/2025 11:12 a.m.

Bulletin d'histoire politique

Le Canada français et l'information publique pendant la Seconde Guerre mondiale

William R. Young

Volume 3, Number 3-4, Summer 1995

La participation des Canadiens français à la Deuxième Guerre mondiale : mythes et réalités

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1063489ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1063489ar

See table of contents

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Young, W. (1995). Le Canada français et l'information publique pendant la Seconde Guerre mondiale. *Bulletin d'histoire politique*, *3*(3-4), 227–241. https://doi.org/10.7202/1063489ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1995

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

LE CANADA FRANÇAIS ET L'INFORMATION PUBLIQUE PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE

William R. Young
Directeur de recherche, Chambre des Communes

Lorsque la guerre éclate en septembre 1939, André Laurendeau, rédacteur en chef de *L'Action nationale*, exprime les sentiments de la majorité des Canadiens français en se prononçant en faveur d'un effort de guerre fondé sur une coopération raisonnable et compatible avec leurs intérêts et leurs ressources[1]. Or, dès 1944, l'aliénation du Québec par rapport au gouvernement fédéral contribue à l'élection d'un premier ministre québécois farouchement opposé à l'effort de guerre, Maurice Duplessis, à l'apport d'un solide appui à un parti nationaliste, le Bloc populaire canadien, et à l'impression générale que les rapports entre les Canadiens anglais et les Canadiens français sont pires qu'avant la guerre[2].

Cette communication porte sur les raisons pour lesquelles le gouvernement fédéral ne peut contrer ces tendances au moyen de l'information et de la propagande. Le principal facteur qui accentue l'aliénation du Québec demeure l'adoption graduelle de mesures de conscription[3]. Par ailleurs, l'indécision politique, l'inefficacité organisationnelle, l'utilisation naïve d'un mélange d'idéologies et de symboles, ainsi que l'élaboration d'une propagande par des Canadiens anglais bien intentionnés mais mal informés contribuent aussi à cet échec.

Au cours des premiers mois de la guerre, le gouvernement fédéral et les Canadiens français semblent partager la même vision du rôle du Canada pendant la guerre, c'est-à-dire une participation limitée au conflit[4]. Le gouvernement et le premier ministre Mackenzie King ne veulent donc pas compromettre l'unité en menant au Canada anglais ou au Canada français une campagne d'information ou de propagande visant à renforcer l'appui à l'égard de l'effort de guerre. Cette approche discrète semble porter ses fruits lors de la campagne précédant les élections provinciales d'octobre 1939. En effet, le premier ministre nationaliste du Québec, Maurice Duplessis, s'oppose avec force aux politiques centralistes d'Ottawa, mais en vain. Sur le plan tactique, le gouvernement fédéral se compromet toutefois lorsque ses

ministres du Québec, particulièrement le ministre de la Justice, Ernest Lapointe, réitèrent la promesse d'Ottawa de ne pas imposer la conscription[5].

Après l'élection provinciale, les préoccupations subsistent au sujet de la précarité de l'appui du Québec à l'égard de l'effort de guerre. Mackenzie King cède aux pressions en autorisant une équipe volante à rédiger des rapports sur les positions de la presse et l'opinion publique et à surveiller les points chauds éventuels, comme le Canada français[6]. Peu après l'établissement du Bureau de l'information publique, le premier ministre exhorte cet organisme à mieux «présenter» la guerre aux Québécois. Le directeur du Bureau, Walter Thompson, confie donc le poste de directeur adjoint à Claude Melançon, ancien relationniste du Canadien National. Melançon commence par envoyer des communiqués contenant des renseignements généraux et des annonces ministérielles et par demander aux censeurs de la presse francophone de diffuser des photographies officielles[7]. Ces efforts semblent suffire, au moins sur le plan politique, puisque les Québécois accordent leur faveur à Mackenzie King et aux Libéraux qui remportent, le 26 mars 1940, la plus forte majorité de leur histoire.

Les problèmes liés au soutien des Québécois à l'effort de guerre font surface lorsque les forces allemandes balaient l'Europe au printemps de 1940. Quand elles envahissent la France, le premier ministre appuie Ernest Lapointe, qui suggérait que le gouvernement prenne des mesures provisoires pour aider les Canadiens français à garder le moral[8]. Après la chute de la France, les nationalistes québécois déploient des efforts pour condamner le projet de loi sur la mobilisation des ressources nationales déposé au Parlement le 18 juin 1940[9]. Ce projet de loi, qui a pour but d'habiliter le gouvernement à enrôler par conscription les Canadiens pour le service militaire au Canada seulement, entraîne un certain malaise même au sein du Caucus fédéral, puisqu'il rappelle aux députés canadiens–français le débat sur la conscription de 1917[10]. Le malaise persiste lorsque le gouvernement ordonne l'internement du maire de Montréal, Camillien Houde, pour s'être opposé aux dispositions de ce projet de loi, y compris l'inscription de tous les hommes âgés de 21 à 45 ans. Le premier ministre entrevoit la possibilité d'émeutes et de sérieuses difficultés partout au Québec[11]. Il n'y a aucune désobéissance civile, mais *Le Devoir*, influent quotidien montréalais, intensifie sa critique de la politique gouvernementale[12].

Les figures de proue du gouvernement, King et Lapointe, craignent tous deux que les campagnes de propagande n'imposent aux fonctionnaires la tâche de lancer un appel aux Canadiens français. Ils préfèrent s'en tenir aux méthodes éprouvées et tirer profit de leur propre prestige en leur

lançant eux-mêmes cet appel. Lorsque la France tombe aux mains des Allemands en 1940, Mackenzie King s'adresse aux Québécois et les exhorte à ne pas laisser leurs sentiments passionnés dégénérer en hystérie[13]. Ernest Lapointe prononce également des discours à la radio pour mettre les Canadiens français au courant de massacres de membres du clergé catholique par les Allemands. Il conclut que les Canadiens français doivent appuyer l'effort de guerre, parce que les Allemands ne vont certainement pas respecter le clergé canadien-français plus que les prêtres polonais. Ernest Lapointe prononce de nombreux discours de ce type, y compris son célèbre appel de mai 1941, où il met ses compatriotes québécois en garde contre la haine du Canada anglais inspirée par les nazis[14].

Cependant, Lapointe constate que ces mesures sont insuffisantes et commence à faire pression auprès de Mackenzie King pour qu'il autorise des activités de propagande plus vigoureuses. Lapointe se plaint du fait du peu de publicité conçue en français pour le Québec, où le besoin se fait le plus sentir. Lapointe indique aussi au premier ministre canadien qu'il ne suffit pas de faire plus de publicité; il faut aussi que le gouvernement offre un plus grand nombre d'emplois aux Canadiens français dans l'industrie de guerre[15].

Mackenzie King se montre réticent au début, mais il finit par autoriser l'expansion des activités d'information publique.

Le nouveau ministère des Services nationaux de guerre est chargé de superviser le Bureau de l'information publique. Après plusieurs mois d'agitation continue, le ministre des Services nationaux de guerre, J.–G. Gardiner, et son successeur, J.–G. Thorson, décident d'autoriser des campagnes d'information publique plus actives à la fois en anglais et en français[16]. Claude Melançon élargit ses activités et met sur pied une division semi-indépendante. Il s'est fixé pour but de neutraliser:

> le plus tôt possible ce travail de sape qui menace directement notre effort de guerre, tend à créer une situation très difficile après la guerre et compromet l'avenir de notre minorité de langue française.

Melançon veut empêcher que l'opinion publique canadienne-française ne soit dominée par les sentiments négatifs à l'égard de l'effort de guerre et inciter par divers moyens la population à participer à cet effort. Il est d'avis qu'il faut user de son influence personnelle auprès de l'Église, des universités et de la presse, pour mettre fin aux sermons contre la guerre et dénicher les «activités de la cinquième colonne». Melançon est aussi en faveur de la nomination d'un plus grand nombre de Canadiens français à

des postes d'autorité et à la poursuite de la campagne personnelle de ce «grand homme du Québec», Ernest Lapointe[17].

Tandis que la division de Melançon diffuse une quantité prodigieuse d'information en français, le contenu demeure standard[18]. Les communiqués mettent l'accent sur les récits militaires et accompagnent des annonces sur les règlements concernant les biens de consommation ou des déclarations ministérielles sur des événements nationaux et internationaux. Il y a toutefois des articles destinés aux titulaires de diverses rubriques de journaux, c'est-à-dire travail, religion, actualités en général et opinion. Il s'agit notamment de biographies de leaders et d'articles soulignant des fêtes comme celle de Dollard et de la jeunesse héroïque[19]. Les Canadiens français reçoivent des millions de brochures. Le Bureau expédie en moyenne 450 000 brochures par mois, mais il se surpasse en janvier 1941 en diffusant 1 675 000 livrets et brochures, dont plus de 680 000 aux écoles[20].

La propagande destinée au Québec, tout comme celle à l'intention des Canadiens anglais, repose sur des slogans et des formules simplistes faisant appel aux émotions. La propagande a notamment pour but de calmer ceux qui insinuent que le Canada a cédé à des pressions étrangères en s'engageant dans la guerre. Pour contrer ces vues, le gouvernement met l'accent sur le fait que le Canada a choisi de participer à la guerre par suite d'une décision du Parlement qui représente le peuple canadien. Le Bureau publie une collection de discours dans lesquels le major-général L.-R. Laflèche, sous-ministre des Services nationaux de guerre, soulève ces thèmes. «Pourquoi sommes-nous en guerre?» demande-t-il à ses auditoires:

> Disons immédiatement que le Canada n'est pas en guerre parce que l'empire britannique est en guerre. Certes, nous combattons dans un même élan de cœur aux côtés des autres nations de l'empire, mais notre statut... dans la communauté des nations britanniques n'a pas été déterminant de notre participation au présent conflit... en formulant notre déclaration de guerre... nous avons affirmé, à la face du monde, comme nation souveraine qui seule peut décider de sa destinée[21]...

Un autre thème important est la représentation de la guerre comme la lutte symbolique entre les fils de la lumière et les fils des ténèbres. À l'instigation du gouvernement fédéral, le cardinal Villeneuve, archevêque de Québec, prêche qu'un potentat meurtrier et sacrilège, Hitler, représente le diable lui-même. En revanche, ses adversaires et ses victimes sont le symbole du patriotisme et du droit. Un pamphlet, publié en 1942 et intitulé *Ils veulent détruire l'église de Dieu*, décrit l'endoctrinement antichrétien des jeunes Allemands, montre des prêtres debout au milieu de leurs églises en

ruine et scandant: «Hitler est l'anti-Christ! Enfants de Dieu, DEBOUT[22]!». Dans ses communiqués, le gouvernement affirme que «la nouvelle «bible» des soldats nazis leur enseigne la haine du christianisme» mais que «nos soldats sont des vrais êtres humains»[23].

Le Bureau a recours à cette approche, entre autre, pour établir un lien entre la hiérarchie catholique et l'effort de guerre. Par ailleurs, Ernest Lapointe cite, dans ses discours, l'influent journal *L'Action catholique*, et le Bureau de l'information publique diffuse des sermons du cardinal Villeneuve et des messes célébrées par des évêques du Québec.

Ces tentatives sont à la fois transparentes et dangereuses. Le gouvernement, qui croit que la haine plutôt qu'une véritable compréhension de la situation incitera les Québécois à se battre, a apparemment négligé le fait qu'un grand nombre de Canadiens français pourraient se rappeller les histoires d'horreur de la Grande Guerre et se montrer plutôt sceptiques. Le Cabinet fédéral craint que la participation du clergé catholique au programme d'information du Québec ne soulève des objections de la part des protestants canadiens. La hiérarchie catholique elle-même est d'avis que l'approche du Bureau «risque de diviser les esprits au lieu de les unir[24]».

De plus, le gouvernement fédéral mêle la tradition à un nationalisme canadien-français à peine camouflé. Par exemple, le général Laflèche se déclare «fier d'appartenir à une race» qui a produit des hommes comme Dollard des Ormeaux, Montcalm et les héros de Courcelette et de Vimy. La guerre doit donc inciter les Canadiens à revenir aux «solides vertus de notre race». Les Canadiens français exercent «une influence stabilisatrice» en raison de leur attachement à la tradition. Le Québec, bastion sur lequel sont venus se briser tous les courants d'idées subversives, forme «l'ancre de la confédération...». Les Québécois demeurent «une race pleine de sève et pleine de feu», parce que le courage des Canadiens français est toujours «trempé dans la lutte que nous avons livrée pour notre survivance». Selon Laflèche, cette survivance repose sur le fait que les Québécois ne sont pas «une race ultra-moderne[25]».

En ayant recours à une telle rhétorique dans son appel aux Canadiens français, le Bureau ouvre une boîte de Pandore qui menace l'unité même qu'il veut favoriser. De nombreux Canadiens anglais dénoncent cette rhétorique, et le Bureau empire la situation en donnant une réponse irréaliste et peu convaincante. Aussi improbable que cela puisse sembler, le Bureau tente de convaincre les anglophones sceptiques que les journaux du Québec comptent parmi les premiers à avoir suggéré le service militaire obligatoire. Vu l'opposition manifeste à la conscription au Québec, les déclarations du

Bureau ont peu de répercussions, mis à part le fait qu'elles persuadent les Canadiens anglais que le gouvernement cache la vérité. Le premier ministre de l'Alberta, William Aberhart, accuse le gouvernement fédéral de favoriser le «sectionalism that has wrought such havoc in the past[26]...».

Dans un autre appel à la mémoire et aux sentiments, le gouvernement fédéral met l'accent sur le rôle qui revient au Québec depuis la chute de la France. Ernest Lapointe donne le ton, dans un discours radiophonique diffusé en France en octobre 1940; dans cet *Appel aux Français*, il fait valoir les liens entre la Nouvelle-France et la mère patrie. Plus tard, L.-R. Laflèche lance également un appel aux Canadiens français : «Faisons foi au sang de nos aïeux...Pour nous, Canadiens français, la restauration de l'intégralité territoriale de la France signifie beaucoup plus que le rétablissement de frontières». C'est seulement lorsque Paris sera libéré, déclare-t-il, que le Canada français retrouvera son centre de gravité. Le devoir du Canada français est clair : «Porter haut les traditions de culture et de civilisation françaises. Intensifions notre vie française[27]».

Mais comment réagissent les Français de l'autre côté de l'Atlantique? En fait, ils ne disent pas nécessairement ce que les Canadiens veulent entendre. Lors d'une période cruciale de l'effort de guerre du Canada, le gouvernement fantoche de Vichy surmonte l'obstacle de la censure postale canadienne en diffusant directement au Canada français des émissions sur ondes courtes. Des personnalités ayant enseigné à un grand nombre de religieux et d'intellectuels canadiens-français qui ont étudié en France participent aux émissions. Elles justifient la collaboration avec les Allemands et minent l'effort de guerre du Canada en invoquant les mêmes arguments que ceux dont le Bureau s'est servi pour consolider l'appui. Elles déplorent la décadence de la France de l'avant-guerre, qui s'est détournée de la «véritable Église» au profit du républicanisme. Les Français sont devenus matérialistes, et la défaite de la France en 1940 constitue la punition de Dieu. Dans les émissions, on répète sans cesse que la France doit à nouveau adhérer aux principes qui ont animé le XVII[e] siècle et auxquels la civilisation canadienne-française est demeurée fidèle. Le Québec a en effet une mission: selon la radio de Vichy, il s'agit d'aider la France à retrouver son âme perdue[28].

Les nationalistes québécois préconisent la même chose depuis que l'abbé Lionel Groulx a fondé le mouvement de l'Action française dans les années vingt. En France, les catholiques conservateurs de l'Action française appuient le gouvernement de Vichy. Il est beaucoup plus logique pour les Québécois de répondre aux appels visant le renouveau du catholicisme, la

célébration du passé glorieux de la préconquête, la survivance et l'anti-matérialisme, lorsque ces appels viennent des nationalistes plutôt que du gouvernement fédéral[29].

Les événements politiques survenus à la fin de 1941 et en 1942 nuisent encore davantage aux efforts déployés au Canada dans le domaine de l'information. Le décès d'Ernest Lapointe, le 26 novembre 1941, laisse un vide au niveau fédéral. Puis, à la fin de 1941, le premier ministre canadien décide de demander à la population de le dégager de la promesse que son gouvernement a faite en 1939, c'est-à-dire ne pas imposer la conscription pour le service à l'étranger. Les nationalistes québécois s'opposent à ce changement de tactique en fondant la Ligue pour la défense du Canada[30]. Tandis qu'approche la date du plébiscite, soit le 27 avril 1942, Mackenzie King s'inquiète des effets éventuels des émissions radiophoniques du gouvernement de Vichy sur le vote au Québec. Le gouvernement croit que ces émissions ont inspiré les nationalistes opposés à la guerre et qu'un grand nombre de sympathisants du gouvernement de Vichy à Radio-Canada tentent d'empêcher les Canadiens français antipétainistes d'obtenir du temps d'antenne.

Même si la situation se détériore toujours, Mackenzie King continue de mettre son veto à toute publicité directe du gouvernement sur la question de la conscription au cours des premiers mois de 1942[31]. Le gouvernement estime qu'il ne peut congédier les sympathisants du gouvernement de Vichy à Radio-Canada parce que les Québécois s'uniraient immédiatement pour les défendre[32]. Un émissaire fédéral, T.–W.–L. MacDermot, signale que le cardinal Villeneuve, le lieutenant-gouverneur Fiset et le premier ministre Godbout sont d'avis qu'une telle mesure constituerait une provocation et que toute information devrait être diffusée par l'entremise du gouvernement provincial[33].

Par suite du plébiscite, l'opinion se polarise. Près de 80 pour 100 des Québécois s'opposent à ce que le gouvernement soit dégagé de sa promesse de ne pas imposer la conscription pour le service outre-mer. Le contraire est vrai au Canada anglais où près de 70 pour 100 de la population est en faveur de la conscription pour le service à l'étranger. Moins de deux semaines plus tard, le ministre canadien-français le plus puissant, Arthur Cardin, quitte le Cabinet parce qu'il désapprouve la décision du gouvernement de prendre des dispositions en vue de la conscription pour le service outre-mer. En juillet, dans l'un de ses premiers sondages canadiens, l'organisation Gallup indique confidentiellement au gouvernement que les rapports entre les Canadiens français et les Canadiens anglais se sont

détériorés depuis le plébiscite[34]. Un psychologue de Montréal précise que ses études révèlent «un état de guerre latent» entre le Canada français et le Canada anglais. Les sentiments anti-anglophones au Québec se traduisent comme suit : «the Germans may be bad and dangerous, but the English are near and still...the enemies of whatever the French hold dear[35]».

Ces sentiments sont renforcés par la propagande favorable au gouvernement de Vichy et des organisations politiques nationalistes. Le dirigeant français de l'ordre catholique de Stanislas se rend à Montréal et prononce des sermons conservateurs devant un grand nombre de fidèles enthousiastes. *La Presse* et *L'Action catholique*, soit les deux journaux qui appuient le plus l'effort de guerre du fédéral, rapportent les paroles de représentants du gouvernement de Vichy qui estiment que les Québécois «ont toujours été ce que nous devrons être[36]...». En octobre 1942, les nationalistes québécois forment un parti politique, le Bloc populaire canadien. Le chef de ce parti, Maxime Raymond, et le secrétaire général, André Laurendeau, dénoncent le Parti libéral fédéral, adoptent la philosophie du catholicisme social et préconisent l'établissement d'une société corporatiste et antimatérialiste au Québec[37].

Quoiqu'il en soit, tous sont d'avis que les activités d'information du gouvernement fédéral au Canada français ont échoué. Selon un observateur, les Canadiens français estiment que la «propagande irritante» fait autant partie de la vie que la mort et les taxes. Pour les journaux du Québec, les traductions françaises d'Ottawa témoignent du manque de bonne foi du gouvernement fédéral et du fait que les idées des Québécois ne sont pas prises en compte[38]. La presse francophone et la presse anglophone ne partagent presque aucun point de vue, mais elles attribuent toutes deux l'aliénation du Québec à ceux qui forgent l'opinion[39]. Brooke Claxton, un député libéral de Montréal, affirme que le Bureau de l'information publique «could not have done worse if it had tried to hide from Quebec that this is our war[40]...».

Même si l'échec des activités exercées au Québec influence grandement Mackenzie King à établir la Commission d'information en temps de guerre à l'automne de 1942, le résultat final est le même. La nouvelle Commission autorise en effet que soient prises des mesures immédiates pour faire face aux problèmes de moral au Québec, mais elle ne dévie pas du chemin emprunté par son prédécesseur. À la suite de la rupture du Canada avec le gouvernement de Vichy en novembre 1942, au moment de l'invasion de l'Afrique du Nord par les Alliés, la Commission commence à blâmer Vichy et son chef, le maréchal Pétain, de la chute de la France en 1940 et de sa

collaboration ultérieure avec l'ennemi. Même la hiérarchie catholique en France se montre plus hostile au gouvernement de Vichy, ce qui pousse Pétain à adopter une loi anticléricale. Dans une émission diffusée à Radio-Canada, Mackenzie King met la population en garde contre le fait que la rupture diplomatique avec le gouvernement de Vichy exposera le Canada à des attaques de la part de ceux dont les accents seront français mais dont le message sera allemand. Il affirme que les Canadiens français doivent se tenir à l'écoute de la voix authentique de la France – la France de la liberté et de l'humanité[41].

Les autres activités de langue française de la Commission d'information en temps de guerre sont constituées d'éléments hétéroclites qui ne permettent guère d'interpréter les événements de façon cohérente. Georges Benoît, responsable des activités de langue française de la Commission, préfère parrainer des manifestations sportives et des divertissements comme la Soirée musicale canadienne à Rio. En outre, il revient à la formule antérieure, en publiant des articles qui traitent de sujets comme le 310e anniversaire de Trois-Rivières, ou en diffusant des discours de l'abbé Maheux sur les vertus du Québec d'autrefois pendant l'entracte des émissions radiodiffusées depuis le Metropolitan Opera. La Commission continue de mettre l'accent sur le rôle de l'Église dans les articles ou les spectacles. Lorsqu'elle ne publie pas de brochures, comme celle intitulée «Toute autorité vient de Dieu», la Commission fournit des détails sur les troupes, ainsi que des enregistrements radiophoniques et des films pour la croisade catholique, pour la victoire et la paix[42].

Il va sans dire que ces activités ont peu d'effet au Canada français et suscitent des sentiments anti-francophones en Ontario. Au Canada français, des hommes comme l'abbé Maheux prêchent seulement les convertis et provoquent une hostilité intense partout ailleurs. De nombreux curés prêchent violemment contre les autres prêtres moins nationalistes qui permettent à la «Vierge d'être violée sur l'autel de la propagande». La publication religieuse de langue française de la Commission, intitulée *Nouvelles catholiques*, suscite la colère du pasteur baptiste torontois, T.–T. Shields, qui accuse la Commission de «tirer les marrons du feu pour le Pape». Par conséquent, la Commission reçoit un déluge de lettres de fanatiques protestants qui se plaignent de ce que l'Église catholique est «an anti-Christ and a political whorehouse[43]».

La Commission d'information en temps de guerre échoue en grande partie pour les mêmes raisons que son prédécesseur. Des problèmes organisationnels se posent du fait que la Commission est dirigée par des

anglophones et ne compte aucun porte-parole francophone influent au sein de ses cadres supérieurs. La Commission hésite à mettre sur pied une section francophone autonome, parce qu'elle ne veut pas se faire accuser de produire un message pour le Québec et un autre pour le reste du pays. Le chef de la section francophone, G.-R. Benoit, ne s'entend pas avec ses supérieurs et se plaint du fait qu'il n'a pas assez de personnel. Par conséquent, le gros des articles, des émissions radiophoniques ou des films destinés au Québec, à l'exception du matériel religieux, sont toujours produits en anglais et traduits en français[44]. Chaque fois que la Commission essaie quelque chose de nouveau, elle risque de perdre l'appui de ses alliés au Québec. La hiérarchie catholique tient d'ailleurs pour suspecte l'attitude favorable de la Commission à l'égard de certains aspects égalitaires de la société soviétique – même si l'Union soviétique est un allié. Les techniques sociologiques et psychologiques ont permis de régler les problèmes de moral au Canada anglais, mais les évêques du Québec s'opposent au recours à de telles techniques dans leur province vu qu'elles entrent en conflit avec le dogme catholique. Ainsi, les évêques condamnent une brochure du psychologue G. Brock Chisholm sur le moral militaire parce qu'il mine, selon eux, la foi dans le surnaturel et préconise le laxisme sur les plans religieux et sexuel. Au sein de la Commission, précisons que Georges Benoit ne veut être associé d'aucune façon que ce soit à l'Institut de sociologie de l'Université de Montréal[45].

L'unique succès de la Commission au Québec, qui consiste à faire connaître les hauts faits de la Résistance en France et de la Libération, tient probablement plus à l'intérêt de la population pour les feuilletons qu'à une véritable transformation des attitudes politiques. D'éminents exilés français donnent un peu partout au Québec des conférences sur la vie dans leur pays pendant l'occupation. Ces conférences confirment les récits d'atrocités et s'inscrivent dans le même cadre que l'émission radiophonique hebdomadaire «Les yeux sur l'Europe», qui évoque les conditions relatées par les réseaux clandestins de l'Europe occupée. Un autre feuilleton diffusé par la radio et les journaux raconte les exploits périlleux de ceux qui combattent pour sauver la France. Dès la Libération de ce pays par les Alliés, la Commission d'information en temps de guerre amène au Canada des membres de la Résistance. Ces derniers font si bonne impression auprès de la population que leur séjour est prolongé. De telles activités intéressent les Québécois et nous donnent une idée du succès qu'aurait pu connaître la Commission si elle avait conçu une plus grande publicité en fonction des Québécois[46].

En dépit de ce succès secondaire, la Commission est généralement impuissante, comme en témoignent les événements politiques de 1944 et de 1945, notamment la popularité croissante du Bloc populaire canadien, la défaite des Libéraux provinciaux aux mains de Maurice Duplessis le 8 août 1944 et, finalement, la réaction à l'imposition de la conscription pour le service outre-mer. Même si les sondages de la Commission indiquent que les Québécois attendent la conscription avec une «résignation cynique», le gouvernement ne permet pas à la Commission de prendre aucune mesure pour provoquer une réponse plus favorable. La Commission expédie des centaines de milliers de copies de discours du premier ministre Mackenzie King et se fait discrète lorsque celui-ci informe le Parlement, le 23 novembre 1944, que le gouvernement utilisera 16 000 conscrits pour le service à l'étranger[47].

Les sondages d'opinion publique témoignent des divisions entre les Canadiens anglais et les Canadiens français à la fin de la guerre. Les répondants des deux groupes culturels estiment que la conscription est la question qui les a le plus divisés pendant la guerre et qu'elle en est venue à symboliser le fossé qui les sépare, sans pour autant en préciser la nature. Les Canadiens français se sentaient trahis, et l'espoir et la volonté de compromis diminuent au fur et à mesure que les questions se précisent[48]. Or, le gouvernement libéral bénéficie de la situation. En retardant le plus longtemps possible l'utilisation de conscrits pour l'outre-mer, Mackenzie King incite les Conservateurs à critiquer violemment le Canada français. Conscients du fait que les Libéraux sont le moindre de deux maux, les Canadiens français reportent Mackenzie King au pouvoir pour la dernière fois en juin 1945.

Notes

1. «La Guerre», *L'Action nationale*, 14:1, septembre 1939, dans G.R. Cook et M. Behiels, *The Essential Laurendeau, Issues in Canadian History*, Toronto, 1976, p. 89-93; voir aussi Canada, Parlement, Chambre des communes, *Débats*, 8 septembre 1939, p. 12, discours de J.A. Blanchette; Florent Lefebvre, *The French-Canadian Press and the War*, Toronto, 1940, p. 9-13.
2. Archives nationales (AN), Documents de la Commission d'information en temps de guerre, vol. 4, dossier des sondages de la Commission d'information en temps de guerre, sondage n° 55, février 1945.
3. *Ibid.* En fait, 69 % des Canadiens estiment que les rapports ont empiré; 44 % des Canadiens français qui partagent cet avis attribuent le phénomène à la guerre (y compris la conscription), et 41 %, à l'intolérance et à l'inégalité.
4. Certains observateurs s'étonnent de l'appui considérable des Canadiens français à l'égard de l'effort de guerre, en dépit de leur opposition aux nouvelles dépenses de défense dans les années trente et à l'héritage de la Grande Guerre. (Voir Elizabeth Armstrong, *French Canadian Opinion on the War, January 1940 – June 1941*, Toronto, 1942, p. 1.).

5. Mason Wade, *The French Canadians, II, 1911–1967*, édition révisée, Toronto, 1976, p. 930-931; J. L. Granatstein, *Canada's War: The Politics of the Mackenzie King Government, 1939-1945*, Toronto, 1975, p. 28-35.
6. Parmi ceux qui préconisent cette mesure, signalons ses secrétaires, Walter Turnbull et J. W. Pickersgill, ainsi qu'Arnold Heeney et le commissaire de l'Office national du film, John Grierson. (AN, Fonds d'archives King, série J4, p. C155856, note de Heeney à King, 10 novembre 1939; *ibid.*, p. C111174, résumé, 15 novembre 1939.
7. Fonds d'archives King, série J1, p. 23098, lettre d'Arnold Heeney à Norman McLarty, 8 décembre 1939; *Documents de la Commission d'information en temps de guerre*, vol. 2, rapports mensuels, 1939-1940.
8. AN, Documents du Bureau du Conseil privé (BCP), série 7c, vol. 1, procès-verbal du Comité de guerre du Cabinet, 9 mai 1940.
9. Le nationaliste René Chaloult dépose devant l'Assemblée législative du Québec une résolution visant à condamner ce projet de loi.
10. Chambre des communes, *Débats*, 18 juin 1940, p. 857; Granatstein, p. 99-100; J. W. Pickersgill, *The Mackenzie King Record, I, 1939-1944*, Toronto, 1960, p. 97-98.
11. J. W. Pickersgill, *The Mackenzie King Record, I, 1939-1944*, p. 104-105.
12. Fonds d'archives King, série J4, p. 221626, note de Pickersgill à King, 11 septembre 1940; AN, Fonds d'archives Ernest Lapointe, vol. 31, dossier 136, lettre de François Hone à Ernest Lapointe, 7 juin 1940; ibid., mémoire de François Hone, 20 juillet 1940.
13. Bureau de l'information publique, *New Situations and Responsabilities: Broadcasts by the Rt. Hon. W.L. Mackenzie King, Friday, June 7 and Monday, June 10, 1940*, Ottawa, 1940; voir aussi Armstrong, p. 9–10.
14. Ministère des Services nationaux de guerre, Bureau de l'information publique, *Real and Fruitful Unity*, Ottawa, 1941; Fonds d'archives Lapointe, vol. 31, dossier 139, lettre de Thomas Vien à Ernest Lapointe, 8 mai 1941.
15. Fonds d'archives Lapointe, vol. 31, dossier 136, mémoire de François Hone, 20 juillet 1940 (ce mémoire est aussi envoyé à Claude Melançon et à J.–G. Gardiner, ministre des Services nationaux de guerre); *ibid.*, vol. 24, dossier 82, lettre de Lapointe à J.L. Ralston, s.d. [fin septembre 1940]; lettre de King à Lapointe, 20 octobre 1940; Fonds d'archives King, série J4, p. C221626, note de Pickersgill à King, 11 septembre 1940.
16. Thorson succède à Gardiner en tant que ministre des Services nationaux de guerre en mai 1941.
17. AN, Fonds d'archives Lapointe, vol. 55, note anonyme [Melançon] à Lapointe, 28 avril 1941; Fonds d'archives King, série J4, p. C24533 sqq, note de Melançon à T.–C. Davis, 15 mars 1942.
18. Au cours des sept mois suivant avril 1941, le Bureau diffuse 179 023 écrits. L'année suivante, il envoie 498 communiqués et 256 194 écrits aux journaux du Québec.
19. Documents de la Commission d'information en temps de guerre, rapport sur les activités de la section française du 1er au 31 janvier 1941. Les articles sont publiés selon un certain cycle d'une semaine à l'autre :

    Lundi Lettre à Prosper (hebdomadaires)
    Petit Courrier d'Europe (hebdomadaires)
    Coup de Clairon (quotidiennement dans *La Presse*)
    Pour la Victoire (quotidiennement dans *Le Soleil*)
    Montages pour les quotidiens

Mardi Article pour la rubrique du travail
Article pour la rubrique de la religion
Coup de Clairon
Pour la Victoire

Mercredi Article pour la rubrique des femmes
Traduction de légendes
Coup de Clairon
Pour la Victoire

Jeudi Le Canada en Guerre (hebdomadaires)
L'opinion des autres (quotidiens et hebdomadaires)
Coup de Clairon
Pour la Victoire

Vendredi Montages pour les quotidiens
Articles de fond

Samedi Liste de contrats relatifs aux munitions et aux approvisionnements.

20. Voici certains de ces titres: Ô Canada; Notre nouvelle époque; Qui veut l'ordre nouveau; Pourquoi nous mobilisons; Servitude ou liberté; Aveux ou national–socialisme; Devoirs du moment; Rom Mordet; Le Canada français et la guerre; La Pologne martyre; Nos raisons de combattre.
21. Ministère des Services nationaux de guerre, Service de l'information, *Devoirs du moment: Extraits des discours prononcés par le major général L.–R. Laflèche*, Ottawa, 1941, p. 19-20.
22. Ministère des Services nationaux de guerre, *Ils veulent détruire l'église de Dieu*, Ottawa, 1942.
23. Documents de la Commission d'information en temps de guerre, vol. 20, dossier 13-1-19-5, *Chroniques religieuses*, 15 septembre 1942.
24. Documents du Bureau du Conseil privé, série 7C, procès-verbal du Comité de guerre du Cabinet, 20 janvier 1941. Mackenzie King interdit la diffusion d'un livre de messe spécial du Bureau de l'information publique pour éviter de soulever une controverse religieuse. Voir également le Fonds d'archives Lapointe, vol. 35, dossier 163, lettre du cardinal Villeneuve à Ernest Lapointe, 3 septembre 1941. Le cardinal Villeneuve refuse de lire une proclamation de reconsécration «du haut de la chaire».
25. Ministère des Services nationaux de guerre, Service de l'information, *Devoirs du moment: Extraits des discours prononcés par le major-général L.R. Laflèche*, Ottawa, 1941, p. 19-20.
26. Toronto, *The Globe and Mail*, 7 avril 1941; Provincial Museum and Archives of Alberta, Fonds d'archives des premiers ministres, dossier 1193, lettre de William Aberhart à Douglas McPhie, 14 juin 1941.
27. Fonds d'archives Lapointe, vol. 66, dossier c-6, transcription de l'«Appel aux Français»; *Devoirs du moment*, p. 3-4, Laflèche à Montréal, 11 octobre 1940, et p. 22, Laflèche à Québec, 21 mars 1941.
28. AN, Fonds d'archives J.–W. Dafoe, série A, vol. 13, dossier de janvier à juin 1942, lettre de Grant Dexter à George Ferguson, 2 avril 1942; Documents de la Commission d'information en temps de guerre, vol. 18, dossier 10-A-2, «Report on Shortwave

Broadcasts from France, February 1942-March 1942»; Fonds d'archives Claxton, vol. 137, note anonyme à Dejean, 10 novembre 1941.

29. Voir Susan M. Trofimenkoff, L'Action française, *French Canadian Nationalism in the Twenties*, Toronto, 1975, p. 43-44, 54-55, 58 sqq.; abbé Lionel Groulx, «If Dollard Were Alive Today», G. R. Cook, dir., *French Canadian Nationalism*, Toronto, 1969, p. 188 sqq.
30. Les fondateurs de la Ligue incluent Jean Drapeau, André Laurendeau, Maxime Raymond (député libéral de Beauharnois-Laprairie) et Georges Pelletier, ainsi que des activistes de l'Union catholique des cultivateurs et de la Société Saint-Jean-Baptiste. Voir également André Laurendeau, *Witness for Quebec*, P. Stratford, dir. et trad., p. 54-72; Granatstein, p. 221-224.
31. Le Bureau de l'information publique exerça des pressions à la fin de 1941, mais n'obtint aucun résultat. Voir le Fonds d'archives Lapointe, vol. 24, dossier 82, note de Melançon à Lapointe, 10 novembre 1941.
32. Fonds d'archives Claxton, vol. 137, note anonyme à Dejean, 10 novembre 1941.
33. AN, Fonds d'archives L.B. Pearson, vol. 11, note de T.W.L. MacDermot, s.d. [printemps 1942]; voir aussi AN, Documents du ministère du Travail, vol. 125, dossier 8-C12-1, procès-verbal du comité de publicité interministériel, 7 avril 1942.
34. Documents de la Commission d'information en temps de guerre, dossier 8-7A, Canadian Institute of Public Opinion, «Confidential Report of a Recent Survey in Quebec», juillet 1942. La polarisation se manifeste comme suit:
(traduction libre)

Le Canada participerait-il à la guerre s'il ne faisait pas partie de l'empire britannique?

	Francophones	Anglophones
oui	33 %	81 %
non	59	14
indécis	8	5

Êtes-vous en faveur de la conscription au Canada?

oui	6 %	78 %
non	90	15
indécis	4	7

Le Canada fait-il tout son possible pour gagner la guerre?

oui	89 %	44 %
non	8	50
indécis	3	4

35. Le rapport est préparé par J.-S.-A. Bois et transmis au comité fédéral sur le moral (Documents de la Commission d'information en temps de guerre, vol. 12, dossier 8-2-2).
36. Documents de la Commission d'information en temps de guerre, vol. 18, dossier 10-A-2, «Report on Shortwave Broadcasts from France, February 1942 - March 1942»; *La Presse*, 25 mai 1942; *L'Action catholique*, 25 mai 1942.
37. Cook et Behiels, p. 12-13, 97 sqq., 103 sqq.; Mason Wade, II, p. 953-963.
38. Fonds d'archives Claxton, vol. 14, Dossier du Canada français, note d'A.-P. Côté, décembre 1941; voir aussi Archives de l'Université McGill, bibliothèque Redpath, Fonds d'archives Wilfrid Bovey, boîte 3, dossier 191, lettre de Bovey à D.-C. Abbott, 23 mars 1942, et lettre de Bovey à Louis Saint-Laurent, 14 mai 1942.
39. Voir *L'Action catholique*, 17 août 1942; Toronto, *The Globe and Mail*, 19 août 1942; *The Winnipeg Tribune*, s.d. [trouvé dans le Fonds d'archives Claxton, vol. 168].

40. Fonds d'archives Claxton, vol. 52, dossier MacDermot, lettre de Claxton à MacDermot, 30 mai 1942.
41. Documents de la Commission d'information en temps de guerre, vol. 26, dossier 12, note de Rudel-Tessier à Charles Vining, 12 septembre 1942; Commission d'information en temps de guerre, *The Military Occupation of French North Africa and the Withdrawal of Recognition of the Government at Vichy: Statements by the Rt. Hon. W.L. Mackenzie King*, Ottawa, 8 et 9 novembre 1942, Ottawa, 1942.
42. Des exemples figurent dans les Documents de la Commission d'information en temps de guerre, vol. 2, rapports mensuels sur les activités de langue française.
43. Documents de la Commission d'information en temps de guerre, vol. 4, dossier 1-4-9, coupure [août 1943]; lettre de Alweida M. Bonner à N.A.M. Mackenzie, 8 septembre 1943; lettre de N.A.M. Mackenzie à G. C. Andrew, 10 septembre 1943; *ibid.*, vol. 7, dossier 2-14-1, note d'une conversation de Brooke Claxton avec Phil Cote et Elizabeth Armstrong, 28 mai 1943.
44. Documents de la Commission d'information en temps de guerre, vol. 12, dossier 8-2-2, lettre de George McCracken à G. H. Sallans, 16 janvier 1943; vol. 3, Rapport annuel, 1943-1944, p. 42; vol. 2, rapports mensuels; vol. 2, note de Benoit à Andrew, 30 octobre 1943; vol. 5, dossier 1-2-22, note de Benoit à Hosken, 22 décembre 1943.
45. Parmi les exemples de films, citons ceux de l'ONF intitulés *Battle is their Birthright* (1943) et *Our Northern Neighbour* (1942); Documents de la Commission d'information en temps de guerre, vol. 16, dossier 8-53-1, lettre de Brais à Vining, 28 octobre 1942; Fonds d'archives King, série J1, p. 288496, présentations : «Re Condoms, Col Chisholm's pamphlet» par le cardinal Villeneuve, s.d. [1942?]; Documents de la Commission d'information en temps de guerre, vol. 7, dossier 2-14-1, lettre de Grierson à Claxton, 11 janvier 1944.
46. Documents de la Commission d'information en temps de guerre, vol. 12, dossier 8–5-1D, rapport spécial n° 6, 15 février 1943; vol. 20, dossier 13-1-19-3, pamphlet traduit par G.R. Benoit; vol. 2, rapports mensuels 1943-1945; vol. 26, dossier 12, note de Rudel-Tessier à Vining, 12 septembre 1942.
47. Fonds d'archives King, série J4, p. C244811, note de Dunton au Cabinet, 6 mars 1944; ibid., p. C244815, note de Dunton au Cabinet, 2 octobre 1944; ibid., note de Dunton au Cabinet, 6 novembre 1944; ibid., p. C244960, Sondage n° 50 de la Commission d'information en temps de guerre, 18 novembre 1944; Documents de la Commission d'information en temps de guerre, vol. 7, dossier 2-4-5, procès-verbal de la 139e réunion du Comité de la campagne nationale, 16 novembre 1944.
48. Documents de la Commission d'information en temps de guerre, vol. 4, Sondage n° 55, février 1945. Dans ce sondage, 69 p. 100 de tous les Canadiens affirment que les sentiments entre les deux groupes se sont détériorés pendant la guerre. La conscription est le plus important facteur (puisque 50 p. 100 des Canadiens anglais et 25 p. 100 des Canadiens français y font référence). L'intolérance et l'inégalité sont citées par 41 p. 100 des francophones, tandis que seulement 2 p. 100 des anglophones estiment qu'il s'agit de raisons importantes.